



Après l'échec de leur avion commun, Paris et Berlin veulent "une nouvelle dynamique" sur la défense

Le chancelier allemand [Friedrich Merz](#) et le président français Emmanuel Macron (g) à Brühl, dans l'ouest de l'Allemagne, le 17 juillet 2026, avant un Conseil des ministres franco-allemand

AFP

INA FASSBENDER

[Friedrich Merz](#) reçoit Emmanuel Macron vendredi près de Cologne pour un dernier conseil franco-allemand du président français, marqué par une obligation d'avancées concrètes pour renforcer la défense européenne.

A moins d'un an de son départ de l'Elysée, après une présidentielle pour laquelle Marine Le Pen fait pour l'heure figure de favorite, il est urgent pour Emmanuel Macron de faire progresser les dossiers de défense avec le meilleur allié de Paris.

Car la perspective d'une victoire de l'extrême droite française est un facteur d'incertitude supplémentaire pour des Etats européens, déjà sous forte pression avec la menace russe et le désengagement voulu par Donald Trump, qui leur demande d'en faire plus sur les dépenses militaires.

Sur la base aérienne de Nörvenich, près de Cologne (ouest), [Friedrich Merz](#) et Emmanuel Macron, qui se sont retrouvés jeudi soir dans un château de la région, ont voulu "redonner une nouvelle dynamique" à l'axe franco-allemand, a admis M. Macron un mois après l'enterrement du projet du Système de combat aérien du futur (Scaf), sur fond de rivalités industrielles entre l'Européen Airbus et le Français Dassault.

Le chancelier allemand [Friedrich Merz](#) (c,d), le ministre français de l'Intérieur Laurent Nuñez (d), le président français Emmanuel Macron (c,g) et le ministre allemand des Finances et vice-chancelier Lars Klingbeil (d), lors du 26e Conseil des ministres franco-allemand, au château d'Augustusburg à Brühl, le 17 juillet 2026 dans l'ouest de l'Allemagne

AFP

Ludovic MARIN

Le conseil franco-allemand de défense et de sécurité (CFADS) qu'ils ont tenu dans la matinée sur ce site militaire précède l'annuel conseil des ministres franco-allemand (CMFA), en milieu de journée, aux thématiques plus larges.

Les retrouvailles entre la dizaine de ministres de chaque pays ont lieu au château d'Augustusburg, à Brühl, un lieu symbolique: c'est là que Konrad Adenauer et Charles de Gaulle s'étaient mis d'accord,



au début des années 1960, pour un traité d'amitié franco-allemand qui a posé les bases de la coopération actuelle.

Friedrich Merz et Emmanuel Macron ont rallié ce palais rococo du XVIIIe siècle sur un long tapis rouge. Ils doivent livrer les résultats de leurs consultations lors d'une conférence de presse conjointe à 15h15 (13h15 GMT).

Super Puma, Rafale, Eurofighter

Pour faire oublier le Scaf, la nouvelle vitrine s'appelle la dissuasion nucléaire dite "avancée", à laquelle Emmanuel Macron a proposé d'associer huit pays européens, dont l'Allemagne, pan du "réveil stratégique européen" qu'il appelle de ses vœux.

Les réunions de vendredi doivent être l'occasion d'amorcer un "groupe de pilotage" franco-allemand. La France, seule puissance nucléaire de l'UE, doit toutefois rester maîtresse de la décision ultime d'engagement du feu nucléaire.

Le chancelier allemand Friedrich Merz et le président français Emmanuel Macron atterrissent en hélicoptère sur la base aérienne de Nörvenich, dans l'ouest de l'Allemagne, le 17 juillet 2026

AFP

Ludovic MARIN

Pour illustrer ce rapprochement, les deux chefs sont arrivés ensemble à Nörvenich à bord d'un Super Puma, hélicoptère de transport symbole d'une coopération franco-allemande réussie en matière d'industrie de défense.

Et se sont affichés devant un avion de combat français Rafale à capacité nucléaire, ainsi qu'un Eurofighter, avion de combat européen dont l'Allemagne est un acteur central.

Mais les Alliés voient la dissuasion "avancée" bien au-delà du nucléaire, avec les frappes à longue portée (projet Elsa), l'alerte avancée (Jewel) mais aussi la connectivité par satellite (Iris²) qui doivent être évoqués vendredi.

Chemins de croix

La défense antiaérienne était jusqu'ici une pierre d'achoppement, l'Allemagne militant pour son initiative European Sky Shield (ESSI), un bouclier antiaérien européen reposant largement sur des systèmes américains (Patriot) et israélo-américains (Arrow-3), tandis que la France prône le développement de solutions européennes.

Le chancelier allemand Friedrich Merz (d) et le président français Emmanuel Macron écoutent les explications du commandant de l'escadre aérienne tactique 31 "Boelcke", le colonel Rene Diegeler, à leur arrivée à la base aérienne de Nörvenich, dans l'ouest de l'Allemagne, le 17 juillet 2026

AFP

INA FASSBENDER



Une énième illustration des divergences en la matière. Car si Paris et Berlin sont sur la même ligne dans leur soutien militaire à l'Ukraine et sur la nécessité d'un réarmement européen, les dissensions stratégiques, technologiques ou industrielles font prendre à chaque nouveau projet un air de chemin de croix.

Ainsi le projet de char du futur MGCS est-il présenté par certains comme fragilisé depuis l'arrivée de l'allemand Rheinmetall et des désaccords sur la conception du véhicule.

Quant au Scaf, qui devait remplacer à l'horizon 2040 les avions de combat Rafale et Eurofighter grâce à un ensemble connecté comprenant un avion de nouvelle génération, des drones et un système de combat numérique, Berlin insiste pour la poursuite de "composantes essentielles" du programme abandonné.